

Ivan CHUPIN (CREDEP-IRIS / Université Paris-Dauphine)

Nicolas HUBÉ (GSPE / IEP Strasbourg - Freie Universität Berlin)

Nicolas KACIAF (CRPS – Université Lille 2)

Virginie LE TORREC (CREDEP-IRIS / Université Paris-Dauphine)

LA POLITIQUE A L'EPREUVE DE L'INFORMATION MEDIATIQUE : RECOMPOSITIONS D'UNE RUBRIQUE CANONIQUE

L'objectif de cet atelier est de saisir la pluralité des formes d'énonciation du politique dans les médias écrits et audiovisuels. Certes, cette perspective supposerait d'appréhender la diversité des genres médiatiques et d'y inclure fictions et divertissements. Mais on se restreindra ici aux seuls discours d'information ou de débat, envisagés dans leurs espaces de production respectifs. Une attention particulière sera portée aux incidences des transformations récentes de l'espace médiatique - mais aussi d'autres univers sociaux - sur les manières de traiter du / de la politique. En effet, un double constat s'impose : d'une part, les discours médiatiques ne sont plus seulement polarisés sur les activités des institutions et des groupes participant directement aux luttes pour la conquête du pouvoir ; d'autre part, des objets d'information traditionnellement reconnus comme « ne relevant pas » du politique accèdent aux débats publics et suscitent la parole d'une plus grande diversité d'acteurs. Les contributions réunies dans cet atelier montreront comment la prise en charge par les médias des controverses publiques déborde désormais les formats canoniques des pages ou des émissions clairement labellisées comme étant « politiques ».

Encore trop peu de travaux menés en science politique envisagent aujourd'hui les médias en tant qu'ils participent à la construction et à la diffusion de normes individuelles et collectives. Pourtant, ils peuvent être étudiés comme des arènes où s'énoncent, se légitiment et s'affrontent des imaginaires, des valeurs, des idéologies : les médias sont, en effet, une « forme particulière de traduction des rapports sociaux en représentations culturelles »¹. Il ne s'agit toutefois pas ici de se satisfaire d'une sémiologie « sauvage » qui déterminerait le sens caché et univoque des productions médiatiques², leur attribuant arbitrairement des fonctions de politisation ou de dépolitisation³. Au contraire, les contenus mis en circulation dans et par ces arènes médiatiques peuvent être analysés comme résultant de processus sociaux complémentaires et en tension.

En effet, les médias sont pris dans un double réseau de contraintes. D'une part, ils doivent être vus comme le produit de conflits et de compromis entre des catégories d'acteurs aux

¹ MACE Eric, « Qu'est-ce qu'une sociologie de la télévision ? Esquisse d'une théorie des rapports sociaux médiatisés. (1) La configuration médiatisation de la réalité », *Réseaux*, 104, 2000, p. 248.

² Sur ce point, voir les mises en garde d'Erik NEVEU in « Le sceptre, le masque et la plume », *Mots*, n°32, 1992, p. 8.

³ Cf. la vigoureuse critique de Michael SCHUDSON contre ces lectures fonctionnalistes (*The Power of News*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 1995, p. 22.

ressources inégales, aux intérêts et aux dispositions distinctes. Les journalistes ne sauraient être considérés comme isolés et autonomes dans l'élaboration des discours et des images véhiculées : ils anticipent les attentes supposées des publics, s'adaptent au contexte socioculturel et aux contraintes technologiques, font face aux efforts de différents groupes sociaux pour conquérir ou influencer cette parole publique.

Mais d'autre part, ces contenus sont contraints par des processus et des normes spécifiques au champ médiatique. De ce point de vue, il nous semble que la généralisation d'impératifs de « proximité » contre des lectures trop institutionnelles de l'actualité, le souci plus affirmé de solliciter « affects » et « témoignages »⁴, les déplacements de frontières entre différentes rubriques (« Politique » / « Société ») ou entre différents genres informationnels (le traitement des questions de santé basculant de registres scientifiques vers des registres plus polémiques⁵) constituent autant de points d'entrée opératoires et stimulants pour appréhender les transformations dans l'énonciation et la catégorisation médiatiques du politique.

Cet atelier cherchera ainsi à répondre à différents problèmes posés par ces *nouvelles* mises en scènes médiatiques de l'actualité. Ainsi quelles sont les revendications et les causes rendues visibles ? Quels sont les acteurs et les catégories sociales accédant légitimement à ces arènes ? Quels statuts leur sont octroyés (porte-parole, experts, victimes, coupables) ? Quels sont les coûts et les gains d'une telle médiatisation ? Comment sont définis et mis en scène les collectifs ? Peut-on déceler des « grammaires » ou des « régimes » inédits mais pourtant légitimes⁶ pour parler de politique ?

Les études de cas sollicitées ici permettraient surtout de relativiser l'hypothèse d'un déclin du / de la politique dans les médias. Normatif, ce constat est sous-tendu par l'idéalisation d'une forme spécifique d'espace public. On pourra donc en montrer les recompositions.

⁴ FRANCOIS Bastien, NEVEU Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in FRANCOIS Bastien, NEVEU Erik (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 1999, pp. 32-38.

⁵ CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte. A propos du "scandale du sang contaminé" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101, 1994, pp. 40-62 ; HENRY Emmanuel, *Un scandale improbable. Amiante : d'une maladie professionnelle à une « crise de santé publique »*, thèse soutenue pour l'obtention du doctorat d'information et de la communication, (dir. : Jacques LAGROYE et Marie Noële SICARD), Université de Compiègne, 2000.

⁶ CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, LEMIEUX Cyril, « Parler en public », *Politix*, 31, 1995, pp. 5-19.

DISCUTANTS :

Brigitte LE GRIGNOU (non confirmée)

Daniel GAXIE

CONTRIBUTIONS :

Audrey FREYERMUTH : « Du fait divers au “fait politique”. Le cas des voitures brûlées à Strasbourg et la mort d’un étudiant à Rennes. »

Les actes de délinquance donnent lieu à un traitement journalistique largement différencié. Si certains faits sont brièvement rapportés dans les pages locales à la rubrique « faits divers », d’autres bénéficient d’amples développements dans la presse locale et/ou nationale. Comment comprendre une telle hétérogénéité dans la production journalistique concernant les actes de délinquance ? L’activité des rédactions et des journalistes sur ces questions ne constitue pas le résultat d’une observation neutre des faits dont l’angle d’approche serait fonction d’une échelle de « gravité ». L’orientation du traitement journalistique de ces actes participe de la réappropriation du fait divers par des acteurs sociaux qui, investissent l’acte délinquant comme instrument de légitimation de revendications sociales, professionnelles ou politiques. Ce processus aboutit à un décroisement du fait divers qui par son caractère dramatique cristallise, rend visibles et recevables les causes investies et contribuent à la construction des discours politiques.

C’est à travers une étude comparée du cas des voitures brûlées à Strasbourg et celui du meurtre d’un étudiant à Rennes en novembre-décembre 1997 que nous souhaitons contribuer à l’analyse d’une construction journalistique de l’activité politique.

Guillaume GARCIA : « Le “social” au journal télévisé, une rubrique improbable. Logiques de (dé)politisation des problèmes sociaux et transformations du journalisme de télévision généraliste. »

La problématique de cette communication est centrée sur une analyse des pratiques des journalistes de télévision et de leurs recompositions actuelles en prenant pour cas d’étude la couverture du logement, de l’immigration ou de l’emploi. Elle vise à évaluer d’une part l’influence des évolutions actuelles du journalisme et de leur application à la télévision, en termes de formation scolaire et professionnelle, de socialisation politique, de précarisation des conditions de travail, de division du travail et de rubricage, de (dé)spécialisation relative ou de rapport aux sources. Elle vise dans un second temps, dans une perspective comparative, à analyser l’impact de ces transformations sur le traitement de certains enjeux liés plus ou moins fortement à la « nouvelle question sociale », en revenant sur les logiques de politisation ou de dépolitisation dans le traitement des problèmes sociaux favorisées par cette dilution du « social » et des critères qui président à sa saisie et à sa mise en forme médiatique.

Nicolas HUBÉ / Nicolas KACIAF : « Les pages “Société”... ou les pages “Politique” en creux. Retour sur des conflits de bon voisinage ».

A partir du milieu des années 1970 sont apparus dans la plupart des quotidiens et hebdomadaires nationaux des services et des pages *Société*, produits de l’agrégation de différentes rubriques. Y a-t-il eu pour autant constitution d’une spécialité journalistique à part entière ? En somme, a-t-on assisté à la diffusion d’une identité professionnelle propre à ces

journalistes *Société* ? Surtout, ne s'agit-il pas d'une identité *par défaut*, qui se structure dans la confrontation avec les services *Politique* ? La proximité entre ces deux « segments » journalistiques suppose d'interroger ce qui se joue à leurs frontières communes. On pourra notamment montrer qu'au-delà des querelles de pouvoir, on assiste à une lutte autour des représentations des rôles du journaliste dans son rapport au public et au politique. Face aux rédacteurs *Politique*, les journalistes *Société* peuvent mobiliser à leur profit différents arguments concernant la « crise » de la représentation politique traditionnelle et l'avènement de la « société civile », et ainsi se soustraire aux accusations d'être « institutionnels » ou « partisans ». Ils peuvent davantage se présenter comme traitant des préoccupations « concrètes » des lecteurs (santé, alimentation, sécurité, etc.), au-delà des lointains conflits « politiques ». Journalistes *Politique* et journalistes *Société* ne restituent pas les mêmes paroles, ne se voient pas reconnaître la même expertise, ne disposent pas des mêmes registres d'expression. A partir de sujets frontaliers comme la marée noire de l'Erika, les controverses autour de la « vache folle » ou la thématique de l'insécurité lors de l'élection présidentielle de 2002, on s'interrogera sur les répertoires d'écritures légitimement mobilisables par ces services respectifs.

Virginie LE TORREC : « Passes d'armes, coups de théâtre et législation : routines journalistiques et cadrage de l'institution parlementaire dans l'information télévisée en France et au Royaume-Uni »

Le papier proposé utilisera la couverture routinisée des activités parlementaires comme analyseur des processus et pratiques à l'œuvre dans la recomposition contemporaine de l'information politique. Il discutera de leurs incidences sur la représentation des processus de politisation des enjeux et de prise de la décision publique dans les journaux télévisés en analysant les pratiques des producteurs de l'information politique et les cadres interprétatifs mis en circulation dans les journaux télévisés français et britannique.

Le traitement de la politique dans les journaux télévisés ne se limite plus à des comptes rendus des activités officielles des institutions et des partis. Si l'information télévisée à caractère politique reste fortement indexée sur les activités gouvernementales et présidentielles, elle traduit une attention accrue aux controverses publiques et aux mobilisations portées par des acteurs non élus ou des collectifs non partisans. Par contraste, l'information relative au parlement, angle canonique de couverture de l'actualité politique, tend à devenir un segment périphérique traité tant par les journalistes politiques que par les journalistes des services économique et social. L'arène parlementaire fait l'objet d'une attention épisodique, fonction de la congruence de son agenda avec les enjeux présents sur l'agenda médiatique et de la conformité des actions qui s'y déroulent ou des interventions de ses membres avec des conceptions professionnelles dominantes de la bonne information (événements et coulisses).

Philippe PONET: « Diffuser un rapport à l'ordre médical : la “mission civilisatrice” de *Santé magazine* et “l’utopie journalistique” de *L’Impatient*. »

Peut-être parce qu'elle est avant tout considérée comme une information pratique destinée à des publics féminins et populaires, la « presse santé grand public » est très peu étudiée. Tout se passe comme si son appartenance aux franges, si ce n'est illégitimes, du moins dévalorisées du journalisme, la rendait dépourvue de tout enjeu social. Or, peut-on poser, a priori, cette presse comme désinvestie de tout rapport au politique ? Ne se joue-t-il pas dans la présentation du milieu médical autre chose que la simple énonciation de recettes de « bonne

santé » ? Pour le dire vite, les « discours » de ce secteur de presse, n'ont-ils pas aussi pour objet d'inculquer, de prescrire des manières de faire, d'être, de se tenir dans le monde médical, en bref d'instaurer un rapport spécifique à l'ordre médical et à ses représentants : enchanté, distancié, soumis, critique, passif, etc. ?

Sans présupposer des réceptions effectives et des éventuels effets des prescriptions véhiculées par ces magazines, il s'agira de préciser la structuration de ce sous-espace de presse spécialisée, que la catégorie « presse santé grand public » tend à homogénéiser. Ainsi, la comparaison du traitement des questions « d'erreurs médicales » par deux titres - Santé magazine et L'Impatient - permettra de préciser le « travail spécifiquement politique » de ces magazines. En restituant leur genèse, en évoquant les parcours des journalistes, et en détaillant le type d'information produit, cette communication tentera de rompre avec une vision « mono-fonctionnaliste » – ces magazines ne font que « publiciser » des informations pratiques – pour centrer l'analyse sur les « vecteurs » (éditoriaux, type de sujet, formes des articles, découpage des rubriques, jeux, etc.) d'inculcation d'un rapport spécifique à l'institution médicale : Santé magazine semble ainsi rejoindre les projets qui visent à éduquer les membres des basses classes pour en faire de « bons malades » ; tandis que L'Impatient - parce qu'il défie les frontières « traditionnellement » admises entre médias et mouvements sociaux - permet d'interroger le rôle de certains journalistes dans la construction d'un rapport critique à l'ordre médical.

Eugénie SAITTA, Dominique MARCHETTI : « Des “noblesses” journalistiques en déclin ? L'exemple des rubriques de politique étrangère et intérieure dans les médias nationaux généralistes »

Si la prise en charge de controverses publiques dépasse les rubriques clairement labellisées politiques, le renouvellement du traitement de la politique s'exprime aussi au sein même de ces rubriques. L'étude comparée des services de politique étrangère et de politique intérieure permet de mettre à jour les processus par lesquels se redéfinissent les frontières de la politique. Comment les journalistes de ces services définissent-ils ce qu'ils considèrent comme politique et leurs manières d'en parler ? La comparaison apparaît d'autant plus pertinente que les services politique et international présentent des caractéristiques communes, à savoir qu'ils occupent une position haute dans la hiérarchie des rédactions de médias généralistes et qu'ils présentent une « rentabilité » en terme de prestige (*non revenue* ou *prestige goal*). Chacune des caractéristiques qui contribuaient à forger ce statut de rubrique « noble » se voit remise en cause au cours des années 80 et surtout 90. L'autonomie décisionnelle de ces services fondée sur une reconnaissance professionnelle de la compétence de spécialiste du chef de service et de ses rubricards est largement atténuée à la fois par un processus de centralisation décisionnelle et par la valorisation de la polyvalence et des journalistes généralistes. Ces transformations dans la division du travail et le recrutement des journalistes produit une « dépolitisation » du traitement de la politique étrangère et intérieure qui s'exprime par une lecture moins institutionnelle et moins politique des faits, au profit d'un traitement faisant une large place aux faits divers, aux *breaking news* (événements imprévus), aux « affaires », ainsi qu'à l'information politique dite de proximité. On assiste par exemple à un décloisonnement des services de politique étrangère, qui se trouvent englobés dans de grands services d'informations générales, dans les grandes chaînes de télévision généralistes dont on peut mettre à jour les prémices concernant les services de politique intérieure de la PQN. Nos études de cas respectives, à savoir la politique étrangère dans les grandes chaînes de télévision généralistes et la politique intérieure dans la PQN, permettront de mettre en

évidence des transformations convergentes, mais à des degrés divers. Nous pourrions ainsi prendre la mesure d'une influence des logiques télévisuelles sur la presse écrite.